



KPMG SA  
14 avenue des Droits de l'Homme  
ZAC du Champ Chardon  
45000 Orléans

# La Cité des Formations

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025  
La Cité des Formations  
8 Allée Roger Lecotté 37100 TOURS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92088 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
14 avenue des Droits de l'Homme  
ZAC du Champ Chardon  
45000 Orléans

## **La Cité des Formations**

8 Allée Roger Lecotté 37100 TOURS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association La Cité des Formations,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Cité des Formations relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 et 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International L.L.P., une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92098 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la facturation des contrats d'apprentissage aux Opérateurs de Compétences (OPCO) et leur traitement à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

### **La Cité des Formations**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2025



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 25 juin 2026

KPMG SA



25/06/2026 11:47

Signé par **Alexis Cartier**

**Alexis Cartier**

Associé

ACTIF	31/12/2025		31/12/2024	
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENTS (I)</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques,	86 518	80 107	6 411	10 650
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	9 504		9 504	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	413 244	412 831	413	1 244
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 665 022	2 030 922	634 100	597 256
Autres immobilisations corporelles	1 634 137	1 006 855	627 282	747 826
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	43 816		43 816	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	1 740		1 740	
<b>Total II</b>	<b>4 853 981</b>	<b>3 530 715</b>	<b>1 323 266</b>	<b>1 356 976</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	9 766		9 766	10 937
<b>Créances</b>				
Fournisseurs débiteurs	45 518		45 518	45 019
Créances clients, usagers et comptes rattachés	940 765	4 680	936 085	2 014 998
Créances reçues par legs ou donations				
Subvention Région, Etat et autres collectivités publiques	107 094		107 094	18 530
Autres créances	30 479		30 479	20 075
Charges constatées d'avance	102 751		102 751	117 237
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	2 000 000		2 000 000	2 000 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
<b>Disponibilités</b>	4 250 309		4 250 309	2 643 466
<b>Total III</b>	<b>7 486 682</b>	<b>4 680</b>	<b>7 482 002</b>	<b>6 870 261</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>12 340 663</b>	<b>3 535 395</b>	<b>8 805 268</b>	<b>8 227 236</b>

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	47 335	47 335
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	27 767	27 767
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 950 000	4 950 000
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Autres		
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau	884 441	995 892
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	160 417	-111 451
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>6 069 960</b>	<b>5 909 543</b>
<b>Fonds propres consommables</b>		
<b>Subventions d'investissement</b>	875 509	788 916
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>Total I</b>	<b>6 945 469</b>	<b>6 698 459</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	-	-
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	162 490	159 294
<b>Total III</b>	<b>162 490</b>	<b>159 294</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	155 043	141 046
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	997 704	926 271
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	78 785	54 996
Produits constatés d'avance	465 777	247 170
<b>Total IV</b>	<b>1 697 309</b>	<b>1 369 483</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>8 605 268</b>	<b>8 227 236</b>

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	204 491	201 757
<i>ventes de biens et services</i>		
<i>ventes de biens et services aux personnes physiques et morales</i>		
Ventes de prestations de service	6 352 942	6 495 161
<i>prestations de service</i>		
<i>prestations de service aux personnes physiques et morales</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	205 009	49 660
<i>concours publics et subventions d'exploitation</i>		
<i>concours publics et subventions d'exploitation des personnes physiques et morales</i>		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	123 936	74 571
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5 347	
<b>Total I</b>	<b>6 891 725</b>	<b>6 821 150</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	782 994	878 783
Variation de stocks	1 171	2 323
Autres achats et charges externes	802 291	822 628
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	188 469	203 466
Salaires	3 290 317	3 550 082
Cotisations sociales	1 308 284	1 304 608
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	272 133	275 806
Dotations aux provisions	15 918	83 905
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	10 634	
Report de fonds dédiés		
Autres charges	140 421	18 760
<b>Total II</b>	<b>6 804 631</b>	<b>7 135 715</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>87 093</b>	<b>314 565</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	96 479	105 041
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>96 479</b>	<b>105 041</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total IV</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>96 479</b>	<b>105 041</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV)</b>	<b>183 572</b>	<b>209 524</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		150 870
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		27 587
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-</b>	<b>123 283</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	23 155	25 210
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>6 988 203</b>	<b>7 077 061</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>6 827 786</b>	<b>7 188 512</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>160 417</b>	<b>111 481</b>
<i>dont excédent ou déficit des opérations courantes en négoce</i>		
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	640 000	640 000
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>640 000</b>	<b>640 000</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	640 000	640 000
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>640 000</b>	<b>640 000</b>



## **1- OBJET SOCIAL – ACTIVITÉ RÉALISÉE – MOYENS MIS EN ŒUVRE**

### **1-1 OBJET SOCIAL**

L'article 2 des statuts énonce :

Cette association a pour objet d'assurer :

- de la formation initiale par la gestion d'un centre de formation d'apprentis ;
- de la formation continue ;
- toute formation en lien avec l'activité de l'association.

### **1-2 ACTIVITÉ RÉALISÉE**

La Cité des Formations est un Organisme de formation / centre de formation d'apprentis (OFA) interprofessionnel qui propose des formations, du CAP au BTS dans les filières de l'industrie (carrosserie et peinture automobile, Ascenseurs), de l'hôtellerie-restauration, de la vente et du commerce.

La Cité des Formations propose également des formations continues, pour les salariés d'entreprise et les demandeurs d'emploi.

#### **1.2.1 Effectif total et heures Formation par statut pour l'année 2025 : 1387 contrats**

	TOTAL	Detail par nature des formations	
		Apprentissage	Contrats de professionnalisation Formation continue
<b>Nombre d'apprenants</b>	1387 contrats	1259 contrats	128 contrats
<b>Heures formations</b>	344 558 heures	324 682 (94%)	19 876 heures (6%)

#### **1.2.2 Effectif total par secteur d'activité pour l'année 2025**

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Effectif total 2025
Industrie (Automobile, Carrosserie)	292
Commerce	294
Hôtellerie Restauration	801
Total général	1387





### 1.2.3 Effectif par nature de formation au 31/12/2025 : 794 personnes

Répartition des formations			
TOTAL	Apprentissage	Contexte de professionnalisation	Formation continue
794 personnes	752 apprentis dont - 12 stagiaires en « Maintien en formation » - 4 Apprentis CFA des Chefs	21 stagiaires	2 Individuels 19 PRF

### 1.2.4 Effectif par diplôme et par statut au 31/12/2025 comparatif avec le 31/12/2024

	31/12/2025 APPRENTIS	31/12/2024 APPRENTIS
BAC PRO	115	151
BP	57	57
BTS	46	71
CAP	431	464
MC NIVEAU 3	12	29
MC NIVEAU 4	40	9
TITRE HOMOLOGUE NIVEAU 4	51	32
TITRE PROFESSIONNEL NIVEAU 3	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>652</b>	<b>713</b>

## 1-3 MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'établissement est administré par un Conseil d'Administration qui élit un bureau et un président. Le conseil d'administration est composé d'élus du Conseil municipal de la Ville de Tours, d'élus de Tours Métropole, de représentants des Chambres Consulaires et des professionnels des métiers représentés au CFA élus pour 3 ans.

La Cité des Formations dispose d'une habilitation délivrée par l'Education Nationale et d'une déclaration d'activité délivrée par le DRIEETS. Pour répondre à ces obligations légales, la Cité Des Formations s'est déclarée OFA en juin 2020 et doit remplir les 14 missions indiquées dans l'article L3261.2 du code du travail (Décret 2019-1143 du 07/11/2019).



Les moyens en personnel en ETP (Equivalent Temps Plein) peuvent se résumer comme suit par catégorie :

	Effectif Réel ETP 2025	Effectif Réel ETP 2024	Variation 2025/2024 (en valeur ETP)
FORMATEURS	44,90	49,33	-4,43
ADMINISTRATIF	35,64	35,78	-0,14
EDUCATIF	8,26	8,32	-0,06
TECHNIQUE	9,04	9,23	-0,19
<b>Total</b>	<b>97,84</b>	<b>102,66</b>	<b>-4,82</b>

## **2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE :**

L'année 2025 est marquée par le retour à un résultat comptable positif après une année de déficit. Les effectifs apprentis sont cependant en diminution au 31/12/2025. Les prix moyens continuent de chuter également.

Malgré un résultat comptable excédentaire, le modèle économique est tendu, en effet le modèle de financement de l'apprentissage est instable. Nous devons établir nos budgets en intégrant le fait que chaque année, la loi de finance peut modifier nos ressources en baissant les NPEC.

Le changement de culture, les exigences qualité, la logique concurrentielle, commerciale, confirment la nécessité de transformer le modèle pédagogique et l'accompagnement de nouveaux publics.

Malgré le contexte macroéconomique difficile, l'enjeu est de pérenniser l'activité.

En réponse aux nouveaux enjeux, face des effectifs instables, il faut poursuivre la transformation engagée depuis 2018 afin d'atteindre les objectifs fixés dans la feuille de route de la direction.

L'objectif n'est plus d'atteindre un niveau d'effectif de 1000 mais de trouver notre bon équilibre financier.

Afin de répondre à de nouveaux besoins, nous avons répondu à un nouveau marché, celui des Programmes Régional de Formation financées par la Région Centre Val de Loire.

L'année 2025 a été également marquée par la mise en place d'un Plan de Départs Volontaires. Cette décision a été soumise à l'avis du Comité Social et Economique lors d'une réunion du 24 février 2025.

Le plan a ensuite été porté à l'ordre du jour d'un Conseil d'administration en date du 10 mars 2025. Une plénière a été organisée avec l'ensemble du personnel le 31 mars 2025, date à laquelle la période de volontariat débute. Les candidatures ont pris fin le 16 mai 2025.

Le Plan a permis à deux salariés de s'en saisir et de quitter La Cité des Formations en juillet 2025.



### **Faits post-clôture**

Aucun événement important, de nature à modifier l'image fidèle des comptes ou à remettre en cause la continuité de l'activité, n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice au 31 décembre 2025 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration.

### **La certification nationale obligatoire**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 a prévu une obligation de certification au 1<sup>er</sup> janvier 2022, par un organisme tiers. Les organismes réalisant des actions de formation concourant au développement des compétences doivent répondre aux critères et indicateurs d'un référentiel national unique désigné « Qualiopi » pour bénéficier de fonds publics ou mutualisés.

En septembre 2021, La Cité des formations a obtenu cette certification, valable 3 ans et délivrée par l'AFNOR.

En janvier 2026 nous avons eu l'audit de surveillance AFNOR.

### **Le Renforcement des obligations comptables**

La loi de 2018 rappelle l'obligation de présenter une comptabilité distincte pour les organismes de formation qui exercent une double activité (Apprentissage et formation continue) et de déposer chaque années les données de comptabilité analytique conformes aux exigences de France Compétences (Art L.6352-7 et L6231-4 du code du travail).

### **Négociations annuelles obligatoires**

- augmentations générales de +1.5% au 01 janvier 2026
- dotations œuvres sociales : maintien à 1% de la masse salariale brute
- indemnité kilométrique vélo : maintien du plafond de 700€ par an
- remboursement des abonnements de transports en commun maintien à 75%
- maintien de 30 jours du forfait annuel télétravail (en plus du jour fixe hebdomadaire) avec adaptation des postes de travail (matériel informatique)

### **Situation Comptable et financière**

Résultat excédentaire de 160 417 euros pour l'année 2025, qui se décompose entre :

- Résultat excédentaire pour l'activité Apprentissage : 150 306 €
- Résultat excédentaire pour les autres formations : 10 111 €



### **3. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **3.1 Les comptes annuels sont arrêtés selon les méthodes en vigueur. Il a été fait application des principes suivants :**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC.

En application de la réglementation comptable du Plan comptable général, et dans le principe de présentation d'image fidèle de nos comptes, les engagements de retraite ont été comptabilisé dans les états financiers de l'année 2025.

La dotation de l'exercice correspondant à la variation 2024/2025 est de 15 918 €

La mise en place de la sectorisation des activités de l'association a permis, à partir de 2013, de présenter les activités spécifiques au CFA distinctement des activités propres telles que la formation professionnelle continue.

#### **3.2 Amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles.**

Les dépréciations sont portées dans les comptes de charges (compte 68). En contrepartie, les dépréciations des subventions (ayant financé ces immobilisations) sont portées dans les comptes de produits (comptes 747).

La différence entre le compte 747 et le compte 68 correspond à l'amortissement des investissements financés sur les fonds propres.

#### **3.3 Méthode d'appréhension de la provision pour congés à payer**

Au 31 décembre, les droits à congés payés acquis par les salariés du CFA font l'objet d'une provision au bilan. Cette provision est valorisée en tenant compte des accords du personnel validé par le conseil d'administration en séance du 1<sup>er</sup> avril 2005 et validés par la DDTEFP.

Au 31 décembre, la provision est calculée sur la base de 1/10<sup>ème</sup> des rémunérations brutes sur la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre multiplié par 6/5 pour tenir compte de la durée des congés prévus aux accords.

Les salariés ayant quitté le CFA au 31 décembre ne sont pas pris en compte.

#### **3.4 Provision relative à l'acquisition des congés payés en cas d'arrêt maladie**

Les jours de congés payés acquis et cumulés (au titre de la maladie) sont au 31/12/2025 englobés dans la méthode décrite à l'article 3.3 ci-dessous.

Il y a à compter du 31/12/2024 qu'une seule provision CP globale.

### 3.5 Mention sur le changement de méthodes comptables

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers. L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1. Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2022-06.

Cette évolution n'a pas d'impact significatif sur les comptes de l'exercice, mise à part sur les 4 postes évoqués dans le tableau ci-dessous.

Les impacts sur la présentation du compte de résultat de l'exercice 2025 sont présentés dans le tableau ci-après :

Postes du Compte de Résultat	31/12/2025 Certifié	[A] Transferts	[B] Cessions VNC	[C] QP Subv.	31/12/2025 Ancienne méthode *
Subventions	266 008			(146 784)	66 220
Recettes sur amortissements, dépréciations et provisions	(23 035)	(3 784)			(62 720)
Subsides	(3 216 117)	(20 784)			(3 236 901)
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	(10 634)		(0 634)		
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>87 093</b>	<b>(28 784)</b>	<b>10 634</b>	<b>(146 784)</b>	<b>(77 844)</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>96 479</b>				<b>96 479</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (1 + 2)</b>	<b>183 572</b>	<b>(28 784)</b>	<b>10 634</b>	<b>(146 784)</b>	<b>16 637</b>
Produits exceptionnels (VII)	-			146 784	146 784
Charges exceptionnelles (VIII)	-		(10 634)		(10 634)
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>-</b>		<b>(10 634)</b>	<b>146 784</b>	<b>136 151</b>

\* Les données de l'exercice 2024 ont été retraitées conformément aux dispositions de l'ANC n°2022-06.

Legende des ajustements de transition (ANC n°2022-06) :

- [A] Transfert de charges de dépréciation relatif à des remboursements reçus en compensation de charges de personnel (30)  
 [B] P/C des immobilisations corporelles cédées (30) calculées de l'exceptionnel lors l'exercice  
 [C] Quote-part de subvention d'amortissement liée au résultat (20) reclassée



#### **4 . INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

##### **Tableau de variation des fonds propres**

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	47 335			47 335
Fonds propres avec droit de reprise	27 767			27 767
Ecart de réévaluation				
Réserves	4 950 000			4 950 000
Report à nouveau	995 892		- 111 451	884 441
Résultat de l'exercice	- 111 451	160 417	111 451	160 417
<b>Situation nette</b>	<b>5 909 543</b>			<b>6 069 960</b>
Subventions d'investissement	788 916	233 377	146 784	875 509
<b>Total</b>	<b>6 698 459</b>			<b>6 945 469</b>

##### **Affectation du résultat de l'exercice précédent**

	Déficit	Excédent
Résultat de l'exercice précédent	111 451	

AFFECTATION	Augmentation	Diminution
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau		111 451
<b>Total Affectations</b>		<b>111 451</b>



#### 4.1 Bilan actif

##### 4.1.1 Immobilisations - mouvements principaux de l'exercice

Le montant total des immobilisations acquises pour l'année 2025 s'élève à 247 318 €

	ACQUISITIONS	SORTIES
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		
Logiciels	/ €	38 524€
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		
Constructions		/
Installations techniques Matériel Pédagogique	177 271 €	95 715 €
Installations générales et aménagement	13 439 €	63 065 €
Matériel de transport	/	/
Matériel de bureau, informatique	/	415 901 €
Mobilier	3 288 €	4 194 €
<b>TOTAL ACQUISITIONS 2025</b>	<b>193 998 €</b>	<b>617 399 €</b>
<b>IMMOBILISATION EN COURS</b>	<b>53 320 €</b>	
<b>TOTAL DES ACQUISITIONS AVEC IMMO EN COURS</b>	<b>247 318 €</b>	

Ces investissements ont été financés par :

Origine des financements	2025
Conseil Régional	53 211 €
ANFA	61 958 €
OPCO Mobilité	10 395 €
OPCO 2I	21 472 €
AKTO	86 340 €
Auto financement	13 942 €
<b>TOTAL FINANCEMENTS DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>247 318 €</b>

Les immobilisations financières ont augmenté de 1 740 € au 31/12/2025



#### 4.1.2 Immobilisations corporelles – amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Installations techniques Matériel Pédagogique	Linéaire	1 à 10 ans
Installations générales et aménagement	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau, informatique	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

#### 4.1.3 Etat des échéances des créances

Toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à moins d'un an.

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus
Fournisseurs débiteurs	45 518 €	45 518 €
Clients et comptes rattachés	940 765 €	940 765 €
Sécurité sociale et autres organismes	/	/
Subvention Région, Etat et autres collectivités	107 094 €	107 094 €
Débiteurs divers	30 479 €	30 479 €
Charges constatées d'avance	102 751 €	102 751 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 226 607 €</b>	<b>1 226 607 €</b>

### 4.2 Bilan passif

#### 4.2.1 Dotation initiale

Ce poste retrace au bilan d'entrée les moyens en nature et en espèces qui sont considérés comme des apports en capital et dont l'origine de financement n'a pu être précisée.

#### 4.2.2 Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement figurent au passif pour leurs valeurs d'origine, diminuées de la quote-part, inscrite au compte de résultat. Elles figurent donc pour leurs montants nets.



#### 4.2.3 Provision pour risques et charges

MONTANT TOTAL DES PROVISIONS	A l'ouverture	Dotations	Reprise	A la clôture
Provisions/Pensions et obligations	159 294 €	15 918 €	12 722 €	162 490 €

Le montant de l'indemnité de départ en retraite est estimé à la clôture sur la base des informations suivantes :

- Probabilité de présence du salarié dans le CFA jusqu'à l'âge de la retraite. Le taux de probabilité utilisé intègre la notion de mortalité.
- L'indemnité légale de mise à la retraite selon la grille ci-dessous.

Année d'ancienneté	Taux de provisionnement sur l'indemnité de départ	
	Avant la réforme	Après la réforme
Avant 1958 et 1960	0,00%	0,00%
1-1-1958 au 31-12-1960	0,00%	0,00%
1-1-1961 au 31-12-1961	0,00%	0,00%
1-1-1962 au 31-12-1962	0,00%	0,00%
1963	0,00%	0,00%
1964	0,00%	0,00%
1965	0,00%	0,00%
1966	0,00%	0,00%
1967	0,00%	0,00%
1968 et 1969	0,00%	0,00%

Sur ces bases et calculé sur 100 % des salaires versés par « La Cité des formations », le montant actualisé au taux de 4.20 % qui serait dû, charges sociales incluses, est de 162 490 €.

#### 4.2.5 Charges à payer – Provisions

Postes concernés	Montant	Commentaires
Fournisseurs et comptes rattachés (468)	58 846 €	Factures non parvenues des fournisseurs
Charges de personnel (428)	439 412 €	Provisions pour congés payés + RTT + prime
Dettes fiscales et sociales (438) (448)	250 604 €	Charges/CP Charges/RTT Charges/Prime Taxe salaires
Avoir à recevoir (419)	/	Avoirs à recevoir
<b>TOTAL</b>	<b>748 862 €</b>	

#### 4.2.6 Etats des échéances des dettes :

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	155 043 €	155 043 €		
Personnel et comptes rattachés	440 994 €	440 994 €		
Sécurité sociale et organismes sociaux	431 847 €	431 847 €		
Taxe apprentissage	78 164 €	78 164 €		
Etat impôt et taxes	46 699 €	46 699 €		
Autres dettes	78 785 €	78 785 €		
<b>TOTAL</b>	<b>1 231 532 €</b>	<b>1 231 532 €</b>		

#### 4.2.7 Les produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 465 777 € au 31/12/2025 et se compose principalement de :

- Décalage pour 2026 des produits de la tarification OPCO sur les contrats d'apprentissage pour 418 145 €
- Projets pour 2026 des subventions mobilité FSE et SAME pour 25 510 €
- Projets pour 2026 Aux Arts Apprentis pour 5 775 €
- Solde pour 2026 de la subvention RC3E pour 7 500 €

## 5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 5-1 Ventilation des ressources de l'association

### ➤ Facturation de l'activité « Apprentissage » aux Opérateurs de compétences

**Les coûts de formation :** 5 482 312 € ont été facturés pour un total de 1263 contrats sur la totalité de l'année 2025 (-3.01 % par rapport à 2024) et répartis sur les 11 opérateurs de compétences (OPCO), financeurs de la formation. Cela représente 78.45 % du total des produits de l'association. La facturation est établie sur la base des NPEC (niveau de prise en charge), selon les règles fixées par France Compétences.

**Les frais d'hébergement et de restauration** : 93 015 € ont été facturés sur la base d'un forfait de 6 euros par nuitée et 3 euros par repas. Le calcul est établi à partir de la base de données YPAREO et d'un logiciel de comptabilisation des repas effectifs.



**Les frais de 1<sup>er</sup> équipement** : 144 916 € versés au titre de la prise en charge des frais de 1<sup>er</sup> équipement par les OPCO. Les achats sont réalisés par l'association et remboursés sur présentation de facture par l'OPCO de référence, selon les règles définies par chacun d'eux.

**Les frais de Mobilité** : 23 867 € au titre de 2025. Pris en charge par les OPCO pour les séjours à l'étranger.

➤ **Autres Activités**

**Autres conventions de formations** : 334 301 € (+3.73 % par rapport à 2024).

**Restaurant d'application, garage pédagogique, vente à emporter** : 220 707 €, soit une augmentation de 1.11% par rapport à 2024.

**Hébergement/ Restauration – Facturation Familles et autres** : 240 850 € (+16.84% par rapport à 2024)

➤ **Les subventions**

**Subventions Conseil Régional :**

	CF 2025	CF 2024	Evolution	ECART
Subventions Région Echanges Européens	13 159 €	14 853 €	- 11.41 %	- 1 694 €
Subvention Région divers (RC3E)	28 579 €	23 285 €	22.74 %	5 294 €
Autres subventions d'apprentissage	2 691 €	774 €	247.67%	1 917 €
<b>Total subventions Région</b>	<b>44 429 €</b>	<b>38 912 €</b>	<b>14.18 %</b>	<b>5 517 €</b>

➤ **Les autres ressources**

	CF 2025	CF 2024	Evolution	ECART
Subvention Etat	11 909 €	9 265 €	28.54 %	2 644 €
Taxe apprentissage (7481)	886 €	883 €	0.34 %	3 €
Subventions des branches (7483 et 7484)	1 000 €	600 €	66.67 %	400 €
Quote-part subvention investissement (747)	146 784 €	/	/	/
<b>Total autres Ressources</b>	<b>160 579 €</b>	<b>10 748 €</b>		



Pour information, la ligne « quote-part de subvention investissement » est depuis le 01/01/2025 inséré en subvention en compte 747, alors qu'au 31/12/2024 ce produit était comptabilité en 777. La valeur au 31/12/2024 était de 138 498 €

### **LES CHARGES D'EXPLOITATION - 4.64 %**

Les charges diminuent de 4.64 % par rapport à 2024, soit - 331 k€.

### **5 -2 Ventilation de l'effectif au 31/12/2025**

✓ Répartition de l'effectif par statut, en Equivalent Temps Plein (E.T.P) et en nombre (nb.)

	TOTAL E.T.P	TOTAL En nb.	Dont ETP Employés	Dont ETP Cadres	Dont ETP Travailleurs Handicapés
Féminin	53.96	66	49.16	4.80	4.00
Masculin	43.88	48	38.88	5.00	6.60
<b>Total général</b>	<b>97.84</b>	<b>114</b>	<b>88.04</b>	<b>9.80</b>	<b>10.60</b>

✓ Personnel extérieur : Développement cette année en fonction de nos besoins :

- Externalisation de l'entretien de l'internat, des salles de cours, des espaces verts.
- Externalisation pour des besoins en formateurs en Commerce, Carrosserie, Hôtellerie Restauration, Enseignement Général, RC3E, AFPP.

### **RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS :**

Les dirigeants de l'association ne sont pas rémunérés. Les rémunérations allouées aux 3 plus hauts cadres s'élèvent à 269 005€ charges patronales incluses.

### **5.3 Mise à disposition des locaux par Tours Métropole Val de Loire**

La valorisation des locaux a été mise à jour par un avenant en date du 11 avril 2024.

« A titre d'information, les locaux sont valorisés à hauteur de 675 760 € / an de valeur locative pour l'année 2025. Cette valorisation sera actualisée selon l'indice de référence des loyers commerciaux, dit ILC publié par l'INSEE, chaque 1 er janvier. L'indice de référence est celui du 1 er trimestre 2023, soit 128.68. »

Calcul de la valorisation de la mise à disposition pour 2025 :  
Indice de référence ILC 1T2025 soit 135.87



D'où un coefficient d'actualisation de  $135.87/128.68 = 1.0559$

Soit une valorisation s'élevant à 675 760 € ( $640\,000\,€ * 135.87/128.68$ ) au titre de l'année 2025.

#### 5.4 Honoraire du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes pour l'année 2025 sont les suivants :

	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	19 827 euros
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autre que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	3926 euros
Total	23 754 euros

#### 5.5 Résultat exceptionnel

➤ **Charge exceptionnelle**

Aucune charge exceptionnelle n'a été comptabilisée au titre de l'exercice.

➤ **Produit exceptionnel**

Aucun produit exceptionnel n'a été comptabilisé au titre de l'exercice

CONTRIBUTION TA DEPENSES DU CFA					
Financement de l'investissement	/	/	/	9 090	34 254
Charges de fonctionnement	886	883	870	1 078	8 385
Report Taxe d'apprentissage					
Total contribution TA	886	883	870	10 168	42 639
FONDS DE RESERVE TAXE D'APPRENTISSAGE	78 164	78 164	78 164	78 164	78 164